

Le projet politique  
des centres sociaux rennais

Pour se mettre en conformité avec les préconisations de la C.N.A.F., la C.A.F. d'Ille-et-Vilaine a décidé de sortir du système actuel de gestion directe des centres sociaux rennais.

A la suite d'un rapport d'audit réalisé en 2001, la Ville de Rennes et la C.A.F. ont donc entrepris cette

mutation. L'objectif est la création, courant 2003, d'une **association de gestion des centres sociaux rennais**, réunissant usagers des centres, associations d'usagers, partenaires associés, financeurs.

En même temps, Ville et C.A.F. ont réaménagé la carte des centres. Au 1er septembre 2002, tous les

moyens sont concentrés sur 6 centres sociaux : Maurepas, Villejean, Cleunay, Champs Manceaux, Carrefour 18 et Landrel avec un pôle à Fernand Jacq. Les autres lieux (Renée Prévert, Belleville et la Poterie) auront d'autres fonctions et modes de gestion. L'APRAS accompagne cette mutation et la mise en place

de la nouvelle structure rennaise. La C.A.F. et la Ville de Rennes ont réaffirmé, en mars 2002, leur attachement à l'action des centres sociaux en adoptant le texte suivant :

**Le centre social a pour mission la mise en œuvre d'un projet de développement social initié et construit avec les habitants pour la population d'un territoire, en lien étroit et en complémentarité avec les autres acteurs de ce territoire.**

Cette mission se définit autour de 4 axes :

**n Un équipement à vocation sociale globale** intégré à un territoire dans lequel un nombre important de familles et personnes sont confrontées à des difficultés sociales, économiques ou culturelles. L'organisation de l'accueil, le choix des activités, la nature des services visent prioritairement mais sans exclusive ce public que le centre s'ef-

force de rejoindre dans le quartier. **n Un équipement qui favorise le lien social** entre habitants d'un quartier. Sa vocation familiale et plurigénérationnelle se traduit par une offre destinée à faciliter la vie quotidienne de chacun, soutenir les relations, accompagner la vie familiale et parentale, favoriser les rencontres, les échanges et les actions de solidarité, renforcer les liens entre les générations,...

**n Un lieu d'animation et de construction de la vie sociale.** Le centre favorise la participation et l'initiative des habitants et des usagers, soutient des actions collectives, développe la citoyenneté... Il est passerelle, étape, intermédiaire pour la connaissance et l'intégration des usagers dans leur quartier, dans

la cité et au-delà. Pour cela, il facilite la fréquentation des autres équipements et services de quartier et de la ville et développe des solidarités entre personnes ou groupes.

**n Un lieu de concertation et d'innovation sociale.** Le centre social initie une action sociale concertée ou participe aux démarches communes qui associent les différents acteurs du quartier ou de la cité. Il prend sa part, avec ses spécificités, dans le développement du partenariat local, par la concertation avec le mouvement associatif, les administrations, les autres équipements et services de proximité. Il s'inscrit également dans des démarches communes telles le Contrat de Ville, le Conseil de quartier,...

Il adapte ses formes d'interventions de manière permanente, et expérimente des actions nouvelles dont les usagers sont les acteurs principaux.

Ces missions principales doivent apparaître clairement à travers :

- l'organisation des locaux,
- la communication,
- la définition des tâches et des métiers des salariés,
- le choix des activités mises en place,
- le mode d'organisation et d'association des habitants ainsi que les relations avec les acteurs de la vie sociale du quartier d'implantation du centre social.

INFOS BREVES

■ Les 3èmes Rencontres nationales de l'éducation auront lieu les 2, 3 et 4 octobre 2002 - Thème : **"Projet éducatif, territoires et habitants"** - Contact : FOL 35 ■ La Mission Locale du bassin d'emploi de Rennes fête ses 20 ans en organisant, le 17 octobre 2002, au Triangle, une journée sur **les valeurs et représentations des jeunes** ■ Les 7èmes rencontres de l'Economie Sociale Atlantique se tiennent les 17 et 18 octobre 2002, à l'île de Ré sur le thème : **"Territoires et Economie sociale"** (inscription CRES Poitou Charente) ■ Au Triangle, 18 et 19 octobre 2002, colloque **"Parents en prison, parents quand même ou un lieu inattendu pour interroger les ruptures de la relation enfant-parent"** (inscription Relais Enfants Parents Grand Ouest). ■ Sortie du **Tableau de bord social**, données 2001 : 1er octobre 2002.

Edition : Association pour la Promotion de l'Action et de l'Animation Sociale, 6, cours des Alliés, CS 84304, 35043 Rennes Cedex  
02.99.31.52.44 - Fax 02.99.30.81.17 - E-mail : contact@apras.asso.fr  
Directeur de la publication : Philippe Caffin  
Rédaction : Irma Poulard, Daniel Erhel, Philippe Caffin  
Maquette : Sylvie Rault Imprimerie : O.S.C.R.



Haro sur les études !

Il est de bon ton aujourd'hui de fustiger les études, audits et autres rapports ; surtout dans plusieurs cas :

- lorsqu'on ne les a pas lus,
- lorsque l'on n'est pas rentré dans la démarche des commanditaires,
- lorsque l'on ne regarde que le coût,
- lorsque les conclusions n'apportent "rien de très nouveau" ou de "très opérationnel",
- lorsque...

Sans doute, malgré tout, cette attitude a-t-elle le mérite de reposer la question du sens et de l'efficacité, incontournable aujourd'hui !

L'APRAS, qui depuis plus de 20 ans, conduit, accompagne ou réalise des études dans le champ social, est au cœur de cette turbulence. Tant mieux ! Il est bon parfois de "revenir aux fondamentaux" comme disent les techniciens du sport. Ce qui en la matière peut se résumer en trois principes :

- . avant : prendre le temps de bien expliciter ce qu'on cherche ;
- . pendant : laisser libre court au chercheur dans un espace défini et dialoguer avec lui en permanence ;
- . après : se saisir du rapport et partager ses conclusions avec tous les acteurs concernés.

C'est au titre de ce dernier principe que l'APRAS lance, ce mois-ci, ses "forums" \* pour développer le débat sur les conclusions des dernières études menées.

A suivre, donc !

Philippe Caffin

\* voir ci-dessous.

Du côté de l'APRAS

► Aides pour l'accès à la culture, au sport et aux loisirs

Depuis le début des années 1990 et principalement dans le cadre de l'opération D.S.Q. puis du Contrat de Ville, l'A.P.R.A.S. a été un lieu d'expérimentation et de gestion de nouveaux dispositifs d'aides pour permettre aux personnes ayant de faibles revenus

d'accéder aux manifestations ou activités culturelles, sportives ou de loisirs : **fonds pour les loisirs familiaux, bourses loisirs, fonds pour l'accès des jeunes aux loisirs, chèques loisirs à Maurepas.** Les aides sont attribuées en fonction de différents critères de ressources ou en tenant compte d'un processus d'insertion sociale. Parfois, en contrepartie, les bénéficiaires doivent rendre un service à leur

quartier. Ces différents dispositifs ont été mis en place au fur et à mesure qu'étaient perçus de nouveaux besoins. D'autres formes d'aides existent mises en place en particulier par la C.A.F., la Ville, le Département ou l'Etat. Aujourd'hui, un travail s'engage entre ces différentes institutions qui sont toutes signataires du Contrat de Ville pour mieux coordonner

ces systèmes d'aides et les rendre plus lisibles et plus accessibles. En même temps, chacun sait que réduire les obstacles financiers qui empêchent l'accès aux manifestations ou activités culturelles, sportives ou de loisirs ne suffit pas. D'autres barrières existent qu'il importe également de faire tomber.

► Quelles formes d'animation pour les équipements de proximité ?

L'A.P.R.A.S. gère aujourd'hui, dans le quartier 9 (secteur Mabilais - Arsenal - Redon), deux nouvelles formes d'équipements de proximité : la **Maison Marion du Faouët** ouverte début 1999 et la **Maison Héloïse** ouverte fin 2000.

Depuis l'automne 2001, Joëlle Leblay, qui a le statut d'adulte relais, y assure l'accueil des habitants du secteur et des usagers. Ceux qui viennent découvrir ces locaux lui posent souvent la question : "Qu'est ce que vous proposez comme activités ?" Sa réponse est le plus souvent une question : "Qu'est ce que vous aimeriez y faire ?" Car le rôle de Joëlle est principalement d'être à l'écoute des

attentes et souhaits des personnes qui viennent la voir, de mettre celles-ci en lien avec d'autres avec qui elles pourraient coopérer pour développer une initiative nouvelle ou monter un projet, et de les aider à trouver les appuis techniques et professionnels dont elles pourraient avoir besoin. C'est ainsi que sont nées des activités

simples autour du chant, de la danse, de la gymnastique, de la cuisine, de jeux de société... De jeunes parents, pères et mères se sont retrouvés régulièrement pour parler de leur expérience et partager leurs questions. Quelques rencontres intergénérationnelles ont eu lieu. Et d'autres idées commencent à émerger.

Invitation Les forums de l'APRAS

Après chaque étude, deux heures pour s'informer, pour échanger, pour construire ensemble. 3 temps :  
- une présentation de l'étude,  
- trois interventions des commanditaires ou de personnes qualifiées,  
- le débat.  
Ouvert aux décideurs, institutions et professionnels concernés.

**25 septembre 2002**  
16h00 - 18h00  
Maison Héloïse (rue de Redon)  
**Qui sont les personnes sans domicile fixe... à Rennes**  
Présentation : Irma Poulard, APRAS  
Intervenants :  
- Aline Chevit, D.D.A.S.S. 35  
- Mireille Massot, Ville de Rennes  
- 1 membre de l'équipe de Puzzle

**23 octobre 2002**  
16h00 - 18h00  
Maison Héloïse (rue de Redon)  
**Les habitants de Maurepas et du Blossne jugent leur quartier**  
Présentation : Laurence Luong, INSEE  
Intervenants : à préciser

SOMMAIRE

|  |      |
|--|------|
| Edito  | p. 1 |
| Fonds d'aides                                | p. 1 |
| Equips de proximité                          | p. 1 |
| Les forums de l'APRAS                        | p. 1 |
| Conditions de vie...                         | p. 2 |
| Personnes à la rue                           | p. 2 |
| Soutien à la parentalité                     | p. 2 |
| Observation sociale                          | p. 3 |
| Projet politique des centres sociaux rennais | p. 4 |

## Conditions de vie - Vie de quartier Le Blosne - Maurepas

Réalisée

Qualité de l'habitat et de l'environnement, usage des services, sécurité, relations sociales... tels sont les principaux thèmes abordés dans l'enquête réalisée en 2001 par l'I.N.S.E.E. auprès de 980 ménages (1 600 personnes) habitant les territoires contrat de ville de **Maurepas** et du **Blosne**.

Cette enquête -extension rennaise d'une enquête nationale- a fait l'objet d'un partenariat entre l'I.N.S.E.E. et les membres de l'A.P.R.A.S. qui ont apporté leur concours financier et participé au travail d'analyse autour de deux thématiques principales : **sécurité/insécurité** et **lien social** dans les deux quartiers.

### Quartiers agréables

On retiendra le message positif adressé par les habitants du Blosne et de Maurepas qui estiment, pour 82% d'entre eux, que leur quartier est agréable à vivre. Près d'un sur deux affirme qu'il ne manque rien à son quartier... 36% qu'aucun problème particulier ne les dérange ; 27% sont préoccupés d'abord par le bruit, vient seulement ensuite pour 20% le manque de sécurité. 65% estiment même que leur quartier est sûr.

### Insécurité quand même

Il faut toutefois apporter des nuances... Les habitants qui logent dans le parc H.L.M., les employés, les personnes dont le revenu annuel est inférieur

à 60 000 F ne sont pas si optimistes !

Dans le même sens, on mesure les corrélations entre le sentiment d'insécurité et les destructions d'équipements collectifs (cabines téléphoniques, abribus, parkings), les dégradations des parties communes d'immeubles, les vols subis, les violences qu'on a subi ou dont on a été témoin. De là, des "stratégies" diversifiées, des dispositions de protection, des précautions. Pour certains la peur... et pour d'autres le repli sur soi et l'envie de déménager.

La comparaison des résultats avec les autres ZUP de France montre toutefois une situation rennaise plutôt favorable

### Lien social à géométrie variable

Les informations recueillies sur le lien social dans les quartiers donnent à réfléchir : dans les 8 jours précédant l'enquête, 17% des habitants n'ont eu aucune discussion avec des amis, 44% n'ont parlé à aucun voisin et 30% à aucun membre de leur famille ! Par contre la sociabilité de groupe est importante : 38% font partie d'un groupe d'amis, 31% d'une association.

Des informations à croiser avec d'autres sur la fréquentation des services et des équipements, la solitude... et l'inscription sur les listes électorales.

*L'étude a fait l'objet de deux articles dans la revue Octant de juillet 2002*

## Personnes à la rue à Rennes Les sans domicile fixe

Réalisée

L'A.P.R.A.S. réalise depuis 1996 (avec le concours du C.R.E.A.I. jusqu'en 1999) un dénombrement des personnes à la rue à Rennes.

Il en est ressorti **3 enseignements principaux** :  
- un nombre stable autour de 200 personnes,  
- une féminisation qui s'accroît (12,3% en 1996, 23,8% en 2001),  
- un rajeunissement (51,2% de moins de 30 ans en 2001).

En 2002, à la demande de la Ville de Rennes, l'A.P.R.A.S. a cherché à mieux connaître les personnes sans domicile fixe par une enquête réalisée à Puzzle, au Fourneau et au Relais centre ville, avec le concours des professionnels de ces trois structures.

Cette enquête a concerné 95 personnes qui ont fréquenté au moins une fois l'un des trois sites retenus durant la deuxième semaine de mars 2002.

L'étude dégage quelques données

générales : 29% sont des festivaliers de passage à Rennes pour un teknival, 20% sont des femmes, 66% ont moins de 30 ans. Autres informations : 32 personnes sont sans ressources, 16 bénéficiaires du R.M.I., 34 bénéficiaires de la C.M.U., 16 personnes sont à la rue depuis 1 à 4 ans, 23 depuis 5 à 9 ans, 35 possèdent au moins un chien.

L'essentiel de l'étude apporte un éclairage sur des "groupes particuliers" parmi les sans domicile fixe : les festivaliers, les femmes, les plus

jeunes, les plus âgés, les étrangers.

Les conclusions alertent sur l'état sanitaire et psychologique des jeunes en errance et leur place dans la société, interrogent sur les causes, en particulier économiques, de ces situations et posent la problématique locale du logement... difficile à trouver et inaccessible pour certains.

*Etude disponible à l'A.P.R.A.S.*

## Soutien à la parentalité : état des lieux

En cours

Le soutien à la parentalité est entré, depuis quelques années, dans le langage de l'éducation, de l'animation, du travail social. "Métier de parents", "fonction parentale", voire "démision des parents" sont des expressions qui circulent avec plus ou moins de bonheur.

Depuis quelques années, les initiatives se multiplient venant de collectivités, d'organismes sociaux, d'associations. Des dispositifs spécifiques sont mis en place, des financements...

Sur proposition de la Ville de Rennes, l'A.P.R.A.S. a décidé de réaliser un "état des lieux" des actions de soutien à la parentalité actuellement mises en place sur Rennes.

D'abord pour mieux connaître leurs effets, les publics concernés, les acteurs mobilisés, les partenaires engagés et les enseignements qu'en tirent les initiateurs ; au-delà, pour mobiliser la réflexion de tous sur un sujet de société majeur.

L'étude est pilotée par les partenaires de l'A.P.R.A.S. (Ville de Rennes, C.A.F., Département) et par les services de l'Etat (D.D.A.S.S.35 et Education

Nationale), réunis habituellement au sein du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents d'Ille-et-Vilaine. Une extension aux actions menées dans le département complètera et enrichira cette étude.

*Contact : APRAS, Dominique Crestin, chargée d'études.*

## Les catégories socioprofessionnelles à Rennes

Le tableau de bord social 2001 propose les données tant attendues du recensement sur les catégories sociales. Nous vous livrons ici nos premières analyses sur les évolutions rennaises.

Les données sur les CSP portent sur la population des 15 ans et plus : 6 groupes concernent des personnes ayant une activité professionnelle (agriculteurs exploitants, artisans commerçants et chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employés, ouvriers) et deux groupes concernent les personnes sans activité professionnelle (retraités et autres sans activité professionnelle). Les chômeurs ayant déjà travaillé sont classés dans leur catégorie socioprofessionnelle; les autres dans la catégorie "autres sans activité".

### Le poids des inactifs

Si Rennes se distingue sur plusieurs points concernant les évolutions sociales, le principal est indéniablement le poids du groupe sans activité professionnelle. Les retraités ont augmenté entre 1990 et 1999 dans des proportions un peu plus importantes que celles observées en Bretagne et en France Métropolitaine : + 18,5% à Rennes (contre + 16,9% en Bretagne et + 15,3% en France). Leur poids dans la population reste cependant globalement moins élevé : 17,1% des 15 ans et plus contre 25,3% en Bretagne et 22,1% en France

Métropolitaine. Mais c'est la catégorie appelée "autres sans activité professionnelle" comprenant notamment les étudiants ou élèves de plus de 15 ans, qui crée toute la différence. Tandis que cette catégorie constitue à peine 23% de la population de plus de 15 ans Bretonne, et 23,6% pour la France, elle constitue 32,5% des Rennais de plus de 15 ans. Elle a diminué en Bretagne (-5,7%) et en France (-4,6%) entre 1990 et 1999, alors qu'elle a augmenté de façon considérable à Rennes (+22%).

### Plus de cadres et de professions intermédiaires

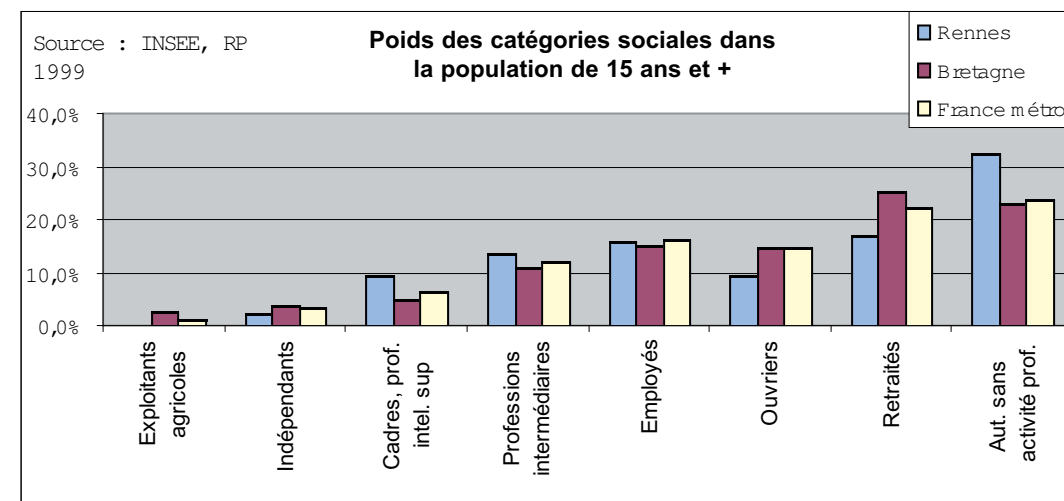
Les cadres et professions intellectuelles supérieures constituent 9,5% de la population de 15 ans et plus, tandis que leur poids est de 4,9% en Bretagne et de 6,6% en France. Cette catégorie a augmenté dans des proportions identiques à celles observées en France (+17% à Rennes, + 17,5% en France Métropolitaine entre 1990 et 1999). La Bretagne connaît entre les deux recensements une très forte augmentation du nombre de cadres et de professions intellectuelles supérieures (+27,9%). L'INSEE note que cette hausse "résulte notamment d'un afflux

important de cadres qui habitaient dans une autre région en 1990". Rennes est concernée par ce mouvement. La plus forte hausse repérée sur le plan régional concerne les professionnels de l'information, des arts et du spectacle. L'augmentation du nombre de cadres est également plus significative pour les femmes. Cette information qui vaut pour la Bretagne se vérifie également à Rennes (+ 30%). Les professions intermédiaires pour leur part forment la catégorie ayant le plus augmenté en Bretagne (+28%) et en France (+22,3%). Elles augmentent également de façon importante à Rennes mais dans des proportions moindres (+9,1%).

### Baisse des employés et des ouvriers

C'est sans doute une autre particularité rennaise: les ouvriers et les employés qui augmentent en Bretagne entre 1990 et 1999 (+1,2% d'ouvriers, +15,2% d'employés) diminuent à Rennes (-16,4% pour les ouvriers, - 6,4% pour les employés).

*Pour en savoir plus :  
Tableau de bord social APRAS  
données 2001, sortie oct. 2002.  
Octant, INSEE n° 88, déc. 2001.*



## En bref...

**40 000 étudiants en 1999 ;  
15 000 de plus qu'en 1990**

Les élèves et étudiants de 19 ans et plus habitant Rennes étaient 40 212 au recensement de 1999. Ils sont 115 de plus qu'en 1990. 31 874 ont entre 19 et 24 ans; 8 338 ont 25 ans et plus. Ils sont les plus nombreux dans le centre (Centre Kléber : 6 882, Thabor Saint Hélière Gare : 6 567), et dans les quartiers comprenant les campus Villejean (5 806), Beaulieu (5 748). Ils constituent 82% des 19-24 ans de la Ville (contre 64% en 1990); 93% à Beaulieu; 90% dans le centre contre 54% au Blosne et 56% à Bréquigny Les Champs Manceaux.

**Moins de familles avec enfants mais plus de familles monoparentales**

L'INSEE considère comme familles les ménages présentant des liens de parenté (couple ou parent/enfant). Il s'agit donc d'une conception large de la famille puisque bon nombre d'entre elles sont des couples sans enfant (jeunes couples ou couples âgés). Ces familles sont au nombre de 48 638 à Rennes au RP 99. Elles sont 606 de moins par rapport à 1990 (soit une baisse de 1,2%).

**Les familles avec enfant (de moins de 25 ans) étaient 24 948 au recensement de 1999, soit 3 128 de moins qu'en 1990 (-11,1%).** Parmi elles, on compte 6 467 familles monoparentales (avec au moins un enfant de moins de 25 ans à charge). Celles-ci ont augmenté : elles sont 895 de plus qu'en 1990 (soit une hausse de 16,1%).